

Rapport annuel Jahresbericht

—

2024



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contrainte TMC
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Tribunal des mesures de contrainte	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Zwangsmassnahmengericht	9
1.1.1	Allgemeiner Teil	9
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	14

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2024 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 24 janvier 2025

1.1 Tribunal des mesures de contrainte

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il traite les procédures de levée de scellés et, dans ce cadre, il délivre depuis le 1^{er} janvier 2024, les mandats nécessaires pour procéder à des copies forensiques urgentes, sur requêtes du Ministère public. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées et recherches en cas d'urgence, etc.]. Il est également compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

Sa compétence s'étend à l'ensemble du canton. Il traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'aux mineurs.

1.1.1.2 Remarques générales

1.1.1.2.1 Juges

Juges professionnelles - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2022	2023	2024
Maradan Delphine	Juge	1	1	1
Barras Géraldine	Juge	0.6	0.6	0.6
Walter Sonja	Juge	0.6	0.6	0.6
Total EPT au 31.12.		2.2	2.2	2.2

Les trois Juges du Tribunal des mesures de contrainte exercent leur fonction à raison de 60%, respectivement 100%, avec une permanence assurée 7 jours sur 7, toute l'année. Les affaires ainsi que les permanences sont réparties proportionnellement à leur taux d'activité.

Le remplacement de la Juge Sonja Walter, en arrêt, puis en congé maternité, a été assuré dès le 16 septembre 2024, par Victoria Malecki, Greffière auprès du Tribunal des mesures de contrainte, au taux de 20%, pour le traitement des affaires en allemand, et par Sylvain Keller, Greffier et Greffier-chef auprès du Tribunal des mesures de contrainte, au taux de 40%, pour le traitement des affaires en français.

Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus. Les procédures administratives, ainsi que les procédures de levée de scellés, procédures complexes qui peuvent occuper le Magistrat durant plusieurs mois, voire des années, ont atteint un niveau élevé. On peut s'attendre à ce que la tendance, dans ces deux domaines, se poursuivent.

Juges suppléant-e-s au 31.12.2024

- > Saskia Oberson
- > Ludovic Farine
- > Caroline Gauch
- > Peter Stoller

Saskia Oberson, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants. Durant l'année 2024, il a été fait appel à une reprise à Ludovic Farine pour traiter un dossier en français et à quatre reprises à Peter Stoller et à six reprises à Caroline Gauch pour traiter un dossier en allemand. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ceux-ci étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Le Tribunal des mesures de contrainte les remercie pour leur engagement et leur disponibilité, dans des délais très courts, malgré leurs activités professionnelles respectives.

1.1.1.2.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2022	2023	2024
Total EPT Greffier/lères-chef/fes (postes permanents)	0	1	1
Total EPT Greffiers/lères (postes permanents)	1.5	0.5	0.8
Total EPT Stagiaires juristes	1	1	1
Total EPT Collaborateur/trices administratifs (postes permanents)	1.7	1.7	1.4
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	2	2	1
Total	6.2	6.2	5.2

Inès Garcia et Nicole Boillat-Mayer ont quitté leurs fonctions de secrétaire de Juge le 31 janvier 2024, respectivement le 31 décembre 2024.

Le 1.4 EPT du secrétariat est réparti entre trois collaborateurs, Sultan Ulukütük, engagée à 0.5 EPT, Ashvien Yogaragh, engagé à 0.5 EPT, qui exercent leurs activités en français, et Nicole Boillat-Mayer, engagée à 0.4 EPT, qui exerce son activité principalement en allemand.

Au niveau du Greffe, Renaud Chardonens et Sylvain Keller exercent toujours en job sharing (1 EPT) la fonction de Greffiers-chefs. En sus, Renaud Chardonens exerce la fonction de Greffier à raison de 0.2 EPT et Sylvain Keller à raison de 0.3 EPT. Ils exercent leurs fonctions en français. Victoria Malecki exerce la fonction de Greffière alémanique à raison de 30%, depuis le 1^{er} juillet 2024.

S'y ajoutent un greffier-stagiaire et un stagiaire MPC 3+1 (maturité professionnelle commerciale, plus une année de stage). L'apport de ces personnes est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable, tant par le personnel administratif, les Greffiers et les Juges.

1.1.1.2.3 Locaux

S'agissant des locaux, aucune solution adaptée aux besoins du Tribunal n'a été trouvée. Des mesures vont être mises en place afin d'améliorer la sécurité des actuels locaux du Tribunal des mesures de contrainte.

Pour l'heure, le Tribunal des mesures de contrainte continue d'utiliser les salles d'audiences mises à disposition par d'autres autorités judiciaires, selon leurs disponibilités. Une solution additionnelle a pu être trouvée avec la Préfecture de la Sarine afin d'avoir à disposition une salle supplémentaire. La situation actuelle permet d'assurer le bon fonctionnement du Tribunal dans des conditions conformes au droit, ce qui satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et

offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Ces solutions impliquent néanmoins le déplacement systématique du Juge et du collaborateur l'accompagnant, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités.

1.1.1.3 Activité juridictionnelle

1.1.1.3.1 Remarques générales

Après une stabilité de l'activité juridictionnelle en 2022, celle-ci a repris de manière significative depuis 2023.

En 2024, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 841 nouvelles affaires, soit presque autant d'affaires qu'en 2023. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé.

Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), il est relevé que les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience.

Pour sa 14^{ème} année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 841 nouvelles affaires (2023 : 869 ; 2022 : 711 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 24 affaires pendantes au 31 décembre 2023. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 846 (2023 : 852 ; 2022 : 718 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) affaires liquidées, 758 (2023 : 747 ; 2022 : 631 ; 2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) ont été traitées en français et 88 (2023 : 105 ; 2022 : 87 ; 2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) en allemand.

En outre, comme il sera relevé ci-dessous, le nombre d'affaires de levée de scellés a en moyenne, sur les 10 dernières années, augmenté de plus de 500%. Le système a atteint ses limites et un renforcement au niveau du greffe pour traiter les demandes de levée de scellés est indispensable. Afin d'assurer le bon fonctionnement et une bonne administration de la justice, le Tribunal des mesures de contrainte a pu compter sur un renfort exceptionnel en français et en allemand. Le Tribunal des mesures de contrainte remercie vivement la DSJS, le SJ et le Conseil de la magistrature du soutien apporté qui permet de juguler la charge de travail croissante.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2024, le Tribunal des mesures de contrainte est compétent pour délivrer les mandats relatifs aux copies forensiques, dans des cas urgents, sur requête du Parquet. Durant l'année 2024, 7 mandats ont été délivrés. À noter que ces mandats doivent être rendus dans l'urgence, généralement le jour même de la requête.

Le Tribunal des mesures de contrainte a tenu 82 audiences (2023 : 75 ; 2022 : 77 ; 2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention avant jugement et les ordonnances de prolongation et de libération de détention, l'autorisation des mesures de surveillance secrètes et les procédures de levée des scellés constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre d'ordonnances en matière de détention s'est stabilisé par rapport à la moyenne des années précédentes (2024 : 450 ; 2023 : 502 ; 2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a légèrement augmenté en 2024 et reste plus élevé que la moyenne des années précédentes (2024 : 202 ; 2023 : 195 ; 2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Durant l'année 2024, 16 nouvelles affaires de scellés ont été enregistrées (2023 : 11, 2022 : 5 ; 2021 : 5 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 2 ; 2016 : 2 ; 2015 : 1 ; 2014 : 3 ; 2013 : 0 ; 2012 : 0 ; 2011 : 0). Au 31 décembre 2024, le nombre d'affaires

de levée de scellés était de 14 pendants, dont 6 ouvertes en 2024, 6 ouvertes en 2023, 1 ouverte en 2022 et 1 ouverte en 2020 (2023 : 14 ; 2022 : 7 ; 2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le Juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires de scellés enregistrées a toujours progressé. Il a augmenté de plus de 500%, par rapport à la moyenne résultant de la comparaison des chiffres de 2014 à 2023, d'une part, et le chiffre de 2024, d'autre part.

En 2024, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 28 (2023 : 20 ; 2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30) recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. Un recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal était pendant au 1^{er} janvier 2024. Sur les 27 arrêts rendus par ladite Chambre pénale en 2024, 1 recours a partiellement été admis, 20 recours ont été rejetés, 3 recours ont été retirés, 1 recours a été déclaré irrecevable et 2 sont devenus sans objet. Trois affaires ont été déferées au Tribunal fédéral. Un recours a été rejeté, un recours a partiellement été admis et un recours est toujours pendant.

1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants. Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal, due principalement à la pandémie de Covid-19, puis une année 2021 marquée par une augmentation, et une année 2022 marquée par une légère diminution, le nombre de détentions contrôlées depuis 2023 a, à nouveau, augmenté (2024 : 65 ; 2023 : 61 ; 2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Le nombre d'assistances judiciaires demandées a fortement augmenté. Il a doublé par rapport à 2021 ; étant précisé qu'en 2021, le nombre avait triplé par rapport à celui de 2020 (2024 : 84 ; 2023 : 67 ; 2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Cette augmentation génère automatiquement une charge de travail supplémentaire non négligeable. La détention étant ordonnée par une autorité administrative, il revient au Tribunal des mesures de contrainte de la contrôler. Ces demandes de contrôles se font également dans un des délais très courts (96 heures).

En 2024, cinq décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal. 2 recours ont été rejetés, 1 recours a été déclaré irrecevable et 1 recours est devenu sans objet. Un recours était toujours pendant au 31 décembre 2024.

1.1.1.4 Divers

Pour l'année 2024, la Présidence administrative du Tribunal des mesures de contrainte a été assurée la Juge Géraldine Barras.

La Juge Géraldine Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle est responsable de la formation du stagiaire MPC 3+1, en collaboration avec la secrétaire formatrice.

La Juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès d'e-justice, du Dialogue Santé- Justice et de la Chaîne pénale.

La Juge Sonja Walter est responsable informatique pour le Tribunal des mesures de contrainte.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année.

1.1 Zwangsmassnahmengericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet Untersuchungs- und Sicherheitshaft an und kontrolliert deren Rechtmässigkeit. In dessen Kompetenz fällt ebenfalls die Behandlung von Entsiegelungsverfahren und in diesem Zusammenhang seit dem 1. Januar 2024 ebenfalls die Erteilung der nötigen Aufträge zur Erstellung dringender forensischer Kopien auf Antrag der Staatsanwaltschaft. Weiter ist es zuständig für die Anordnung, Genehmigung oder Ablehnung anderer Zwangsmassnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Massnahmen, IMSI-Catcher, GovWare, verdeckte Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Anträge auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndungen verurteilter Personen, Überwachungsanordnungen in Fällen der Suche nach verurteilten oder vermissten Personen in einem Notfall etc.]. Es ist auch für die Behandlung von Anträgen auf Überprüfung von Haftbedingungen zuständig.

Unabhängig von seinen Befugnissen im Bereich des Strafrechts entscheidet es über Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts, wenn die Angelegenheit gemäss Art. 74 JG von einer richterlichen Behörde beurteilt werden muss (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl usw.).

Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf den gesamten Kanton. Es befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen.

1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

1.1.1.2.1 Richter/innen

Berufsrichter/innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2022	2023	2024
Maradan Delphine	Richterin	1	1	1
Barras Géraldine	Richterin	0.6	0.6	0.6
Walter Sonja	Richterin	0.6	0.6	0.6
Total VZÄ am 31.12.		2.2	2.2	2.2

Die drei Richterinnen des Zwangsmassnahmengerichts üben Ihre Tätigkeit zu einem Beschäftigungsgrad von je 60% bzw. 100% aus und stellen während des ganzen Jahres einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen sicher. Die Zuteilung der Dossiers, sowie der Piketteinsätze erfolgt im Verhältnis zum jeweiligen Beschäftigungsgrad der Richterinnen.

Die Vertretung der Richterin Sonja Walter, die sich im Arbeitsausfall und anschliessend im Mutterschaftsurlaub befand, wurde ab dem 16. September 2024 einerseits durch Victoria Malecki, Gerichtsschreiberin beim Zwangsmassnahmengericht, mit einem Pensum von 20% für die Behandlung der deutschsprachigen Fälle und andererseits durch Sylvain Keller, Gerichtsschreiber und Chefgerichtsschreiber beim Zwangsmassnahmengericht, mit einem Pensum von 40% für die Behandlung der französischsprachigen Fälle sichergestellt.

Als im Jahr 2011 die Aufgabenbereiche des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, die Tätigkeitbereiche des Gerichts waren weniger umfangreich. Die ausländerrechtlichen Administrativverfahren, sowie die Entsiegelungsverfahren, bei welchen es sich um komplexe Verfahren handelt, die einen Magistraten über mehrere Monate, respektive Jahre beschäftigen können, haben anzahlmässig ein sehr hohes Niveau erreicht. Es ist zu erwarten, dass sich diese Tendenz in diesen beiden Bereichen fortsetzen wird.

Ersatzrichter/innen am 31.12.2024

- > Saskia Oberson
- > Ludovic Farine
- > Caroline Gauch
- > Peter Stoller

Die erstinstanzlich tätigen Gerichtspräsidenten Saskia Oberson, Caroline Gauch und Peter Steller sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts. Im Jahr 2024 wurde Ludovic Farine einmal für die Behandlung eines Dossiers in französischer Sprache, Peter Stoller viermal für die Behandlung von Dossiers in deutscher Sprache sowie Caroline Gauch sechsmal ebenfalls für die Behandlung von Dossiers in deutscher Sprache beigezogen. Der Einsatz der Ersatzrichter ist nur in Ausnahmefällen möglich, da diese bereits durch ihre eigenen Funktionen und Ämter stark beansprucht werden. Das Zwangsmassnahmengericht dankt den Ersatzrichtern für ihre Bereitschaft, trotz ihrer jeweiligen beruflichen Tätigkeiten, stets kurzfristig zur Verfügung zu stehen.

1.1.1.2.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2022	2023	2024
Total VZÄ Chefgerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	0	1	1
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	1.5	0.5	0.8
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	1	1	1
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	1.7	1.7	1.4
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende (HMS 3+1 und der Auszubildende)	2	2	1
Total	6.2	6.2	5.2

Inès Garcia und Nicole Boillat-Mayer beendeten ihre Tätigkeiten als Richtersekretärinnen per 31. Januar 2024 bzw. per 31. Dezember 2024.

Die 1.4 VZÄ des Sekretariats sind auf drei Mitarbeiter verteilt, Sultan Ulukütük, angestellt zu 0.5 VZÄ und Ashvien Yogaragh, angestellt zu 0.5 VZÄ, die ihre Tätigkeit in französischer Sprache ausüben, und Nicole Boillat-Mayer, angestellt zu 0.4 VZÄ, die ihre Tätigkeit hauptsächlich in deutscher Sprache ausübt.

Betreffend Gerichtsschreiberei üben Renaud Chardonnens und Sylvain Keller weiterhin im Jobsharing (1 VZÄ) die Funktion der Chefgerichtsschreiber aus, wobei sie zusätzlich, Renaud Chardonnens mit 0.2 VZÄ und Sylvain Keller mit 0.3 VZÄ, die Tätigkeit als Gerichtsschreiber ausüben. Sie führen ihre Tätigkeit in französischer Sprache aus. Victoria Malecki übt seit dem 1. Juli 2024 die Funktion der deutschsprachigen Gerichtsschreiberin mit einem Pensum von 30% aus.

Hinzu kommen ein Gerichtsschreiberpraktikant und ein Praktikant MPC 3+1 (kaufmännische Berufsmaturität, plus ein Jahr Praktikum). Der Beitrag dieser Personen ist sicherlich nützlich, aber da sie sich in der Ausbildung befinden und eine hohe Personalfuktuation verursachen, erfordern sie eine nicht zu unterschätzende Betreuungsarbeit, sowohl durch das Verwaltungspersonal als auch durch die Gerichtsschreiber und die Richterinnen.

1.1.1.2.3 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Räumlichkeiten wurde keine Lösung gefunden, die den Bedürfnissen des Gerichts gerecht wird. Es werden Massnahmen ergriffen, um die Sicherheit der derzeitigen Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts zu verbessern.

Vorerst nutzt das Zwangsmassnahmengericht weiterhin die von anderen Justizbehörden zur Verfügung gestellten Verhandlungsräume, je nach Verfügbarkeit. Mit dem Oberamt des Saanebezirks konnte eine zusätzliche Lösung gefunden werden, um einen weiteren Raum zur Verfügung zu stellen. Die aktuelle Situation ermöglicht es, den ordnungsgemäßen Betrieb des Gerichts unter rechtskonformen Bedingungen zu gewährleisten, was den Anforderungen der Polizei (sicherer Transport, Zugang insbesondere für den Zellentransporter, Diskretion beim Transport des Angeklagten) entspricht, Sicherheit und Diskretion garantiert und den Anwälten die Möglichkeit bietet, mit ihren Mandanten in sicheren Räumlichkeiten zu sprechen. Diese Lösungen erfordern jedoch die systematische Anreise des Richters und des ihn begleitenden Mitarbeiters, was zu einem erheblichen Zeit- und Effizienzverlust führt. Die gute Erreichbarkeit und Zentralität der Büros des Gerichts sowie die Nähe zur Staatsanwaltschaft bieten hingegen den unbestreitbaren Vorteil, dass die Gerichtsakten sehr schnell zwischen den Behörden übermittelt werden können.

1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Nachdem die gerichtliche Tätigkeit im Jahr 2022 stabil geblieben war, hat sie seit 2023 wieder deutlich zugenommen.

Im Jahr 2024 wurden 841 neue Fälle vor dem Zwangsmassnahmengericht verhandelt, was fast genauso viele Fälle wie im Jahr 2023 sind. Generell ist die Zahl der registrierten Fälle seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 stets gestiegen.

Aufgrund der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit der Haftgesuche, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (48 und 96 Stunden) bearbeitet werden müssen, verbringen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden damit, Entscheide zu fällen und die entsprechenden Verfügungen zu verfassen, gegebenenfalls mit Durchführung einer Anhörung.

Im 14. Amtsjahr des Zwangsmassnahmengerichts wurden 841 neue Fälle behandelt (2023 : 869 ; 2022 : 711 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), zusätzlich zu den 24 Fällen, die am 31. Dezember 2023 noch hängig waren. Die Art der Fälle und die Art der Erledigung werden im statistischen Teil dieses Berichts ausführlich veranschaulicht.

Von den 846 (2023 : 852 ; 2022 : 718 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) erledigten Fällen wurden 758 (2023 : 747 ; 2022 : 631 ; 2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) auf Französisch und 88 (2023 : 105 ; 2022 : 87 ; 2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) auf Deutsch verhandelt.

Wie weiter unten beschrieben, ist die Zahl der Fälle von Entsiegelungen in den letzten zehn Jahren durchschnittlich um mehr als 500% gestiegen. Das System stösst an seine Grenzen und es ist dringend erforderlich, die Gerichtsschreiberei bei der Bearbeitung von Entsiegelungsanträgen zu verstärken. Um ein reibungsloses Funktionieren und eine gute Rechtspflege zu gewährleisten, konnte das Zwangsmassnahmengericht auf eine ausserordentliche Verstärkung in Französisch und Deutsch zählen. Das Zwangsmassnahmengericht dankt der SJDD, dem AJ und dem Justizrat herzlich für die Unterstützung, die es ermöglicht, die steigende Arbeitsbelastung einzudämmen.

Darüber hinaus ist das Zwangsmassnahmengericht seit dem 1. Januar 2024 dafür zuständig, in dringenden Fällen auf Antrag der Staatsanwaltschaft Aufträge für forensische Kopien zu erteilen. Im Jahr 2024 wurden 7 Aufträge ausgestellt. Es ist anzumerken, dass diese Aufträge in Dringlichkeit erlassen werden müssen, in der Regel am selben Tag, an dem der Antrag gestellt wird.

Das Zwangsmassnahmengericht führte 82 Anhörungen durch (2023 : 75 ; 2022 : 77 ; 2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungs- und Sicherheitshaft, von Haftverlängerungen und -entlassungen, die Genehmigung von geheimen Überwachungsmassnahmen sowie die Entsiegelungsverfahren stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl der Haftanordnungen hat sich im Vergleich zum Durchschnitt der Vorjahre stabilisiert (2024 : 450 ; 2023 : 502 ; 2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Die Anzahl der Anordnungen in Bezug auf geheimen Überwachungsmassnahmen, einschließlich Telefonüberwachungen, stieg 2024 leicht an und liegt weiterhin über dem Durchschnitt der vorherigen Jahre (2024 : 202 ; 2023 : 195 ; 2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Im Jahr 2024 wurden 16 neue Entsiegelungsverfahren registriert (2023 : 11, 2022 : 5 ; 2021 : 5 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 2 ; 2016 : 2 ; 2015 : 1 ; 2014 : 3 ; 2013 : 0 ; 2012 : 0 ; 2011 : 0). Am 31. Dezember 2024 waren 14 Fälle von Entsiegelungen hängig, von denen 6 im Jahr 2024, 6 im Jahr 2023, 1 im Jahr 2022 und 1 im Jahr 2020 eingeleitet wurden (2023 : 14 ; 2022 : 7 ; 2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Angesichts des Umfangs der Akten und der Anzahl der zu aussondernden Dokumente, wobei der Richter zu jedem einzelnen Schriftstück Stellung nehmen muss, sind diese Prozeduren zeitraubend und erfordern einen enormen Aufwand. Seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Zahl der registrierten Entsiegelungsverfahren im Allgemeinen stetig gestiegen. Sie ist um mehr als 500% gestiegen, verglichen mit dem Durchschnitt, der sich aus dem Vergleich der Zahlen von 2014 bis 2023 einerseits und der Zahl von 2024 andererseits ergibt.

Im Jahr 2024 wurden gegen die Anordnungen des Zwangsmassnahmengerichts 28 (2023 : 20 ; 2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30) Beschwerden bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht. Eine Beschwerde an die Strafkammer des Kantonsgerichts war am 1. Januar 2024 hängig. Von den 27 Urteilen der genannten Strafkammer im Jahr 2024 wurde eine Beschwerde teilweise gutgeheissen, 20 Beschwerden wurden abgewiesen, drei Beschwerden wurden zurückgezogen, eine Beschwerde wurde als unzulässig erklärt und zwei Beschwerden wurden gegenstandslos. Drei Fälle wurden an das Bundesgericht weitergeleitet. Eine Beschwerde wurde abgewiesen, eine Beschwerde wurde teilweise gutgeheissen und eine Beschwerde ist noch hängig.

1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nach einem Jahr 2020, in dem die Anzahl der vom Gericht kontrollierten Administrativhaftungen hauptsächlich aufgrund der Covid-19-Pandemie zurückging, einem Jahr 2021 mit einem Anstieg und einem Jahr 2022 mit einem leichten Rückgang, stieg die Anzahl der seit 2023 kontrollierten Inhaftierungen erneut an (2024 : 65 ; 2023 : 61 ; 2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Die Zahl der Anträge auf unentgeltliche Rechtspflege ist stark gestiegen. Sie hat sich im Vergleich zu 2021 verdoppelt; dabei ist zu beachten, dass sich die Zahl 2021 im Vergleich zu 2020 verdreifacht hatte (2024 : 84 ; 2023 : 67 ; 2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Diese Zunahme führt automatisch zu einer nicht unerheblichen zusätzlichen Arbeitsbelastung. Da die Haft von einer Verwaltungsbehörde angeordnet wird, ist es Aufgabe des Zwangsmassnahmengerichts, diese auf ihre Rechtmässigkeit zu überprüfen. Auch diese Überprüfungsanträge müssen innerhalb einer sehr kurzen Frist (96 Stunden) gestellt werden.

Im Jahr 2024 wurde gegen fünf Entscheidungen des Zwangsmassnahmengerichts beim Kantonsgericht Beschwerde eingelegt. Zwei Beschwerden wurden abgewiesen, eine Beschwerde wurde als unzulässig erklärt und eine Beschwerde wurde gegenstandslos. Eine Beschwerde war am 31. Dezember 2024 noch anhängig.

1.1.1.4 Verschiedenes

Für das Jahr 2024 wurde das administrative Präsidium des Zwangsmassnahmengerichts von Richterin Géraldine Barras übernommen.

Die Richterin Géraldine Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Sie ist zudem, gemeinsam mit den zuständigen Sekretärinnen, für die Ausbildungsbegleitung des Lehrlings sowie des Praktikanten des Lehrgangs «3+1» zuständig.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in den Arbeitsgruppen «e-Justice», « Dialogue Santé-Justice» und in der „Chaine pénale“.

Die Richterin Sonja Walter ist die Informatikverantwortliche des Zwangsmassnahmengerichts.

Die drei Richterinnen nehmen abwechselungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden.

Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.1.5 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	15	7	25
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	711	869	841
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	718	852	846
ordonnance / Verfügung	718	852	839
par un autre moyen / auf andere Weise	0	0	7
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	8	24	20

1.1.1.6 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten

	2022	2023	2024
Français / Französisch	631	747	758
Allemand / Deutsch	87	105	88
Total	718	852	846

1.1.1.7 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

1.1.1.7.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2022	2023	2024
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	610	720	689
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	448	502	450
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	12	16	11
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	145	195	202
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	2	4	0
Levée des scellés / Entsiegelung	2	3	15
Copies forensique / Forensische Kopien	0	0	7
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	1	0	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	0	0	4
Cautionnement préventif et divers / Friedensbürgschaft	0	0	0
Divers / Diverses	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	340	405	385
Admission partielle / teilweise Gutheissung	74	70	49
Rejet / Abweisung	28	28	18
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	0
Retrait / Rückzug	0	1	0
0 Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	19	14	9
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmassnahmen genehmigt	143	193	201
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt	2	2	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt	0	0	0
Retrait / Rückzug	0	0	1
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch Unzulässig	0	0	0
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	2	4	0
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	0	3
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	2	1	3
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	0	0	0
Levée de scellés devenues sans objet pour d'autres motifs / Entsiegelung : aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten		2	9
Copies forensiques autorisées / Forensische Kopien bewilligt			7
Copies forensiques refusées/ Forensische Kopien verweigert			0
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	0	0	4
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0	0

1.1.1.7.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2022	2023	2024
Pendants au 01.01. / am 01.01. hängig	7	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	21	20	28
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	28	20	27
Pendants au 31.12. / am 31.12. hängig	0	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	3	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	3	0	1
Rejet / Abweisung	17	15	20
Retrait / Rückzug	0	1	3
Irrecevable / Nichteintreten	3	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	3	2

1.1.1.7.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2022	2023	2024
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	108	132	157
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	45	61	65
Autres mesures de contrainte administratives / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	1	4	8
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	62	67	84
Réclamation / Einsprache	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2022	2023	2024
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	20	24	32
Détention administrative partiellement confirmée / teilweise Genehmigung der Administrativhaft		9	5
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	3	3	5
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administra- tivhaft ohne mündl. Verhandlung	15	17	17
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	6	8	9

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2022	2023	2024
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	1	1	4
Autres mesures de contrainte admin. rejetée / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen abgewiesen		1	1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	0	2	0
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	1	0	0
AJ (avec avocat-e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	62	65	84
AJ (avec avocat-e) refusé / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	0
AJ (avec avocat-e) sans objet / URP (mit Anwältin/Anwalt) gegenstandslos	0	2	0
Réclamation admise ou rejetée / Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0	0

1.1.1.7.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2022	2023	2024
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	5	5
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	4	4
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	1	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	0	2	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0	0
Rejet / Abweisung	0	1	2
Retrait / Rückzug	0	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	1	1

1.1.1.7.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2022	2023	2024
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	1	3
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	1	2
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	0	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0	1
Rejet / Abweisung	0	0	1
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	0	1	0